

Amendement

Cet amendement est fondamental pour les Verts car il faut en finir avec le mythe de la sécurité absolue.

Vouloir faire croire que la vidéo est la solution miracle à la délinquance est une arnaque intellectuelle, indigne des politiques que nous sommes.

Et je précise que ce n'était pas vous monsieur Karoutchi qui avez été sur la même longueur d'onde que moi lors de la comm finances, vous n'y étiez pas présent, mais j'ai retenu des algarades d'hier qu'il na fallait pas nommer nos collègues.

Vous pouvez mettre autant de vidéosurveillance, vous ne ferez que déplacer les Pb, comme à Melun Nord où la place des trois horloges, totalement sous contrôle de froides caméras est devenu un îlot de tranquillité dans un quartier où se sont déplacées toutes les agressions. La Police aujourd'hui doit patrouiller un espace plus vaste pour une même efficacité.

Les agressions continueront donc toujours d'exister.

Le sentiment d'injustice a besoin d'un lieu pour trouver immédiatement son expression, pour que la Justice puisse, le temps aidant, statuer en dehors de tout sentiment de vengeance : les maisons de la justice et du droit ou les points d'accès au droit, ont fait la preuve en ce domaine : ce sont des lieux uniques où trouver

- association d'aides aux victimes,
- assistantes sociales
- renseignements juridiques donnés par des professionnels,
- parfois des juges de proximité.

Ce sont des lieux proche des citoyens, à taille humaine, des maisons de Justice face aux palais de justice, souvent écrasants.

Elles répondent à une demande forte des communes, d'ailleurs

le taux d'exécution de la ligne MJD est de 258%. C'est le plus fort du budget...

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut obliger l'Etat, dans le cadre du futur contrat de projet à remettre celles-ci au cœur de la sécurité et de nos solidarités nationales et régionales.

Pour ce faire, le meilleur moyen est donc d'augmenter la ligne de 600000 euros dans Le budget que la région entend mettre dans ces maisons de la Justice et du droit, oubliées hélas par l'Etat.

Nous vous proposons, comme gage un redéploiement de crédits affectés à l'installation de vidéosurveillance dans les lycées. Il faut être cohérent : on ne peut dire que l'on lance un audit sur celle-ci et laisser la même ligne budgétaire pour la vidéosurveillance dans les lycées. Nous proposons donc un gel dans l'installation de celle-ci.

Il faut que la région soit le fer de lance d'une véritable appropriation du droit et il faut que la région soit au côté des victimes qui sont les premiers visiteurs des MJD et PAD.

Ce n'est pas un débat théologique mais théléologique